



70^e session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Point 134 de l'ordre du jour

Prévisions révisées : FPD et Agenda 2030

Revised estimates: FFD and 2030 Agenda

New York, le 15 décembre 2015

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein saluent les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les prévisions révisées résultant des décisions contenues dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, adopté lors de la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement, et dans le document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'Agenda 2030 de développement durable.

Monsieur le Président,

L'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba le 27 juillet 2015 et celle de l'Agenda 2030 le 25 septembre dernier constituent sans aucun doute des étapes décisives. La communauté internationale s'est dotée, pour les années à venir, d'un cadre mondial pour ses efforts en faveur du développement durable et de l'éradication de la pauvreté aux niveaux national et international en même temps que d'une stratégie pour la mise en place de ce cadre. Les accords conclus ont une portée historique et on ne soulignera jamais assez leur importance.

Nous regrettons toutefois que le rapport du Secrétaire général n'ait été soumis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires que le 4 décembre, date trop tardive pour permettre un examen approprié de ce texte et des propositions qu'il contient. Nous craignons que ce retard ne soit imputable à une inefficacité des procédures internes et à l'absence d'approche stratégique, aussi encourageons-nous le Secrétaire général à examiner les problèmes ayant conduit à cette situation.

Monsieur le Président,

En espérant que le Comité consultatif sera en mesure de fournir l'an prochain un avis plus détaillé sur le rapport du Secrétaire général, nous tenons à formuler quelques remarques préliminaires :

Nous ne sommes pas convaincus que les propositions reflètent la vision stratégique et l'approche intégrée souhaitées par les Etats membres à Addis-Abeba et à New York. Les propositions budgétaires n'indiquent pas que le Secrétaire général a déployé des efforts suffisants pour abandonner les structures et concepts passés, inadaptés aux défis qui nous attendent. Rien n'indique non plus qu'il ait profité de l'occasion pour mettre en place des mécanismes et des plates-formes permettant au Secrétariat de collaborer d'une manière plus cohérente et de mener à bien ces missions importantes. Nous nous interrogeons par ailleurs, Monsieur le Président, sur l'adéquation de certaines des propositions avec les accords conclus par les Etats membres.

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein sont très attachés à la mise en œuvre efficace du nouveau programme mondial. Tout en n'ayant pas d'objection à l'autorisation d'engagement de dépenses recommandée par le Comité consultatif, nous serons heureux de fournir des indications plus précises lors de la première reprise de session, sur la base des commentaires du Comité consultatif.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein welcome the reports of the Secretary-General and of the ACABQ on the revised estimates resulting from the decisions contained in the Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development and the outcome document of the United Nations summit for the 2030 Agenda for sustainable development.

Mr. Chairman,

The adoption of the Addis Ababa Action Agenda on 27 July 2015 and the 2030 Agenda on 25 September 2015 are without doubt groundbreaking achievements that provide the international community with a global framework for its efforts to achieve sustainable development and eradicate poverty at the national and international levels for many years to come, as well as a strategy for its implementation. The agreements reached are historic and their significance cannot be overstated.

We therefore regret that the Secretary-General's report was only submitted to the ACABQ on December 4 and that this delay has impeded the ability of the Advisory Committee to properly examine the proposals before us. We are concerned that inefficient internal processes and the absence of a strategic approach may have been among the reasons for this delay and we encourage the Secretary-General to review the issues that have led to this situation.

Mr. Chairman,

While we look forward to the more detailed consideration of the Secretary-General's report by the ACABQ next year, we would like to share some preliminary comments:

We are not entirely convinced that the proposals reflect the strategic vision and the integrated approach that Member States had called for in Addis Ababa and New York. The budget proposals are no indication that the Secretary-General has made sufficient efforts to abandon old structures and concepts that are unsuitable for the challenges ahead. We also see no evidence that he has seized the

opportunity to create mechanisms and platforms that will allow the Secretariat to work together in a more coherent manner and to successfully deliver on these important mandates. Finally, Mr. Chairman, we have taken note of a number of instances where we have some doubts whether or not the proposals are fully in line with the agreements reached by Member States.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein are fully committed to the effective implementation of the new global agenda. While we have no objection to the commitment authority recommended by the ACABQ, we look forward to providing further guidance during the first resumed session, based on the comments of the Advisory Committee.

Thank you, Mr. Chairman.